COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

Supplément au n° 12 Le 24 novembre 1986

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR LE REDRESSEMENT POLITIQUE ET ORGANISATIONNEL DU P.C.I. (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IVe INTERNATIONALE)

HUIT MOIS DE GOUVERNEMENT CHIRAC CA SUFFIT

EN GREVE GENERALE, PAR DIZAINES DE MILLIERS, ETUDIANTS, ENSEIGNANTS, PERSONNELS UNIVERSITAIRES, MANIFESTENT DANS L'UNITE

LE JEUDI 27 NOVEMBRE, A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Ils rejettent le projet de loi DEVAQUET qui :

- détruit l'université française ,
- veut faire de chaque université un "établissement public d'enseignement supérieur", autonome, fonctionnant comme une entreprise privée subventionnée, en liaison avec les entreprises privées, à l'américaine, si possible rentable ;
- organise la sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur et entre chaque cycle (les bacheliers n'ont plus la garantie d'entrer dans l enseignement supérieur et en tout cas pas de s'inscrire dans l'établissement de leur choix) ;
- différencie les droits d'inscription ;
- met en cause les diplômes nationaux, les garanties statutaires des enseignants.

Les conséquences du projet de loi DEVAQUET seraient la dislocation de l'enseignement public déjà mis à mal par les anciennes "réformes" et les nouvelles que MONORY veut imposer. Cette manifestation est également celle de tous les enseignants, des élèves des lycées, collèges, des parents d'élèves.

Le 23 novembre, se saisissant de l'initiative de la F.E.N., des centaines de milliers d'enseignants, de parents d'élèves, de travailleurs, de jeunes ont manifesté contre la politique scolaire, contre la politique tout court du gouvernement CHIRAC, contre le gouvernement RPR-UDF.

Le 21 octobre, des millions de fonctionnaires, d'enseignants, d'agents de l'EDF-GDF et de la SNCF, prenant appui sur les appels parallèles des différentes fédérations (F.O., F.E.N., C.G.T., C.F.D.T., et autres) ont observé une grève générale de 24 heures pour leurs revendications, contre la politique du gouvernement CHIRAC, contre ce gouvernement.

UN GOUVERNEMENT DE COMBAT CONTRE LA POPULATION LABORIEUSE

Chaque jour démontre de plus en plus à l'immense majorité de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse, que le gouvernement CHIRAC, sa majorité de députés RPR-UDF, sont entièrement et étroitement au service du capitalisme français en crise. Leur tâche est de faire supporter dans tous les domaines de la vie sociale à la population laborieuse les conséquences dramatiques de cette crise. C'est ainsi que ils diminuent encore le pouvoir d'achat des travailleurs ; ils développent la polyvalence, la déqualification, l'insécurité de l'emploi, le chômage . ils suppriment toute entrave et limite aux licenciements que décide le patronat . ils diminuent les prestations de la Sécurité Sociale , ils préparent une réforme réactionnaire de la Sécurité Sociale, des lois réactionnaires sur les loyers, la santé, etc... etc...

Leur budget est un budget au service du capital : augmentations massives des crédits pour l'armée et la police ; dégrèvements fiscaux non moins massifs pour les "entreprises" et les hauts revenus. CHIRAC gouverne à coup de 49-ter. Son gouvernement et sa majorité mettent en cause les libertés démocratiques : loi qui impose un découpage scandaleux des circonscriptions électorales favorable au RPR et à L'UDF ; violation du droit d'asile ; xénophobisme, lois anti-émigrés et attentant aux libertés, lois dites de "sécurité", etc, etc... Tout y passe.

La classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse le savent : briser l'offensive réactionnaire, arracher les revendications sont indissociables du combat contre la politique du gouvernement CHIRAC, exige d'affronter ce gouvernement, de le vaincre et d'en finir avec lui. C'est pourquoi réaliser l'unité des organisations ouvrières et notamment syndicales est nécessaire.

UNITE DES ORGANISATIONS OUVRIERES, INITIATIVE DES MASSES

La volonté unitaire des travailleurs et de la jeunesse s'est affirmée de plus en plus clairement et puissamment au cours de ces dernières semaines. Le 21 octobre, fonctionnaires, enseignants, agents de l'EDF-GDF, de la SNCF n'ont pas accepté les opérations de diversion et de division qui les auraient empêchés de faire grève 24 heures tous ensemble. Ils se sont indignés que le mouvement soit disloqué en autant de manifestations qu'il y a de centrales ou fédérations syndicales, tout en subissant cette division. Le 23 novembre, la mobilisation des enseignants, des parents d'éleves, des travailleurs s'est appuyée sur l'appel des dirigeants de la F.E.N. à manifester. Elle a été beaucoup plus vaste et au-delà de ce que ceux-ci envisageaient.

Le mouvement engagé par les étudiants combine la volonté d'imposer l'unité aux organisations syndicales étudiantes et universitaires à l'unitiative des étudiants. Ils exigent qu'elles s'unissent pour appeler à la grève générale de l'université. Réunis en Assemblées Générales avec leurs organisations, ils ont, sans plus attendre, pris en main la réalisation de la grève générale en étendant la grève de l'université de Villetaneuse à l'ensemble des universités de la région parisienne, à l'ensemble des universités françaises. L'U.N.E.F.-I.D. ayant pris l'initiative de réunir des Assises Nationales étudiantes, ils sont venus à deux mille le 22 novembre à la Sorbonne et ont fait prévaloir leur volonté : rejet du projet de loi DEVAQUET ; grève générale de l'université ; manifestation à l'Assemblée Nationale, là où siège le gouvernement CHIRAC et ses députés RPR-UDF, orientant ainsi le combat vers et contre ceux qu'il faut combattre.

Pour mener ce combat, assurer son unité, sa puissance, sa conduite démocratique, il faut encore :

- imposer l'unité aux organisations syndicales et universitaires ;
- imposer qu'elles appellent ensemble à la grève générale et à la manifestation à l'Assemblée Nationale ;
- se réunir dans toutes les universités en Assemblées Générales, constituer les comités de grève ;
- réaliser l'Assemblée Nationale des comités de grève.

Ce qui vaut et est nécessaire à l'université l'est également pour les travailleurs dans les entreprises, les corporations, à tous les niveaux jusqu'au niveau national. C'est de cette façon que sera réalisée l'unité, que se dégageront les initiatives des travailleurs, que seront renforcées les conditions de l'action efficace.

*

* *

L'essentiel de la politique du gouvernement CHIRAC ne peut être qu'une offensive sans fin contre la population laborieuse, car sa tâche est d'assurer la survie du régime capitaliste en faillite et menacé d'effondrement. Satisfaction durable des revendications, besoins et aspirations de la classe ouvrière et de la jeunesse et survie du régime capitaliste et de ses gouvernements sont incompatibles. L'unité des organisations ouvrières, syndicats et partis, pour briser l'offensive réactionnaire, arracher les revendications, donnerait la possibilité de porter au pouvoir un autre gouvernement, un gouvernement du PS et du PCF, un gouvernement du Front Unique Ouvrier. S'il rompait avec la bourgeoisie, en s'appuyant sur les masses, il pourrait s'engager sur la voie qui mène au socialisme.

Déclaration du Comité National le 24/11/86.

S. JUST - BP 154 - 92804 PUTEAUX CEDEX